

FORUM DE PAIX



RAPPORT DE MONITORING DES INCIDENTS SECURITAIRES



Mois de Juillet 2025

18 AOÛT 2025

FORUM DE PAIX

N° 08, Avenue de la Paix, Commune Bungulu, Ville de Beni, Province du Nord-Kivu, RD Congo



RAPPORT DE MONITORING DES INCIDENTS DE SECURITE DU MOIS DE JUILLET 2025 A BENI ET LUBERO

Sommaire du rapport

1. Contexte.....	2
2. Objectif du rapport.....	3
3. Méthodologie.....	4
4. Analyse des Incidents.....	4
a. Analyse synthèse des tableaux d'incidents.....	4
b. Analyse de cas de mort par incidents.....	5
c. Analyse de cas d'incidents par zone géographique.....	5
d. Analyse de cas d'incidents par présumés auteurs.....	6
e. Analyse de quelques actions CLP et les réponses des autorités.....	7
f. Analyse des facteurs en lien avec la situation sécuritaire du mois de Juillet.....	8
5. Difficultés rencontrées.....	9
6. Recommandations :.....	9
7. Conclusion.....	10

1. Contexte

Les mois de juin et juillet 2025 ont été marqués par des avancées diplomatiques majeures pour ramener la paix dans l'Est de la RD Congo, une région en proie depuis des décennies à des violences alimentées par la présence de groupes armés tant étrangers que locaux. Cette période est historique en raison de « *plusieurs initiatives diplomatiques entreprises par le gouvernement congolais* »¹, dans le but de désamorcer la crise sécuritaire persistante dans les provinces de l'Ituri, du Nord et du Sud-Kivu.

Deux protocoles d'accord d'envergure ont été signés par le gouvernement de Kinshasa, l'un à Washington aux États-Unis et l'autre à Doha, au Qatar. L'accord de Washington² représente un engagement fort entre la RD Congo et ses partenaires occidentaux, particulièrement les États-Unis, visant à renforcer le soutien diplomatique et militaire à Kinshasa dans son différend avec le Rwanda, accusé régulièrement par les autorités congolaises de soutenir les groupes armés, notamment le M23, bien que Kigali nie toujours toute implication directe. Cet accord met en avant la nécessité de contenir l'ingérence étrangère dans les affaires internes de la RDC et de mettre fin aux appuis extérieurs qui alimentent les conflits armés.

Parallèlement, l'accord de Doha³ porte principalement sur un dialogue direct entre le gouvernement congolais et les représentants du mouvement armé Alliance du Fleuve Congo/M23 (AFC/M23). Ce groupe rebelle, actif dans le Nord-Kivu, est accusé par Kinshasa de graves violations des droits humains, notamment des massacres, des viols et des déplacements forcés de populations civiles. Le protocole de Doha cherche à ouvrir la voie à une solution politique et sécuritaire durable à travers des mesures de désescalade, de cessez-le-feu, et de démobilisation progressive des combattants.

Malgré ces efforts louables, la situation sur le terrain reste extrêmement préoccupante. Les espoirs suscités par les accords sont rapidement confrontés à la dure réalité des faits. L'Est de la RD Congo continue de subir des vagues de violence. Dans la province de l'Ituri, des incursions de groupes armés ont été signalées à Komanda et à Bunia⁴, semant la terreur parmi les populations civiles, et l'armée Ougandaise via son chef d'état-major général, Muhozi Kainerugaba, annonce son installation directe dans la ville de Bunia pour faire face à la menace. Dans le Nord-Kivu, la situation s'est encore détériorée avec la progression inquiétante des forces de l'AFC/M23, qui se

¹ <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/crise-humanitaire-lest-de-la-rdc-nord-kivu-sud-kivu-ituri-rapport-de-situation-12-juin-2025>

² <https://www.state.gov/accord-de-paix-entre-la-republique-democratique-du-congo-et-la-republique-du-rwanda>

³ <https://www.radiookapi.net/2025/07/21/emissions/dialogue-entre-congolais/signature-dune-declaration-de-principes-entre-le>

⁴ <https://www.radiookapi.net/2025/07/26/actualite/securite/larmee-ougandaise-renforce-ses-effectifs-en-ituri-pour-appuyer-les>

trouvent désormais à moins de 20 kilomètres de Lubero-centre, faisant craindre une offensive d'envergure sur cette localité stratégique.

Ces événements illustrent les défis majeurs auxquels sont confrontés les processus de paix en RD Congo. Les groupes armés continuent de défier l'autorité de l'État⁵, et les populations locales restent prises au piège dans un cycle de violence, de déplacements forcés et de violations massives des droits humains. La communauté internationale, bien que présente, peine à imposer une pression suffisante sur les acteurs du conflit pour garantir l'application des engagements pris à Washington et à Doha.

Les aspirations légitimes de populations locales restent axées sur les résultats de tous les mécanismes mis en place pour la restauration de la paix. Cependant, les attitudes des acteurs sur le terrain d'action les plongent dans un désarroi. D'ici et là, elles sont victimes de différentes actions inhumaines des belligérants. Autant l'ADF tend des embuscades aux civils sans armes dans le Lubero (au Nord-Kivu) et à Irumu (en Ituri), autant les forces loyalistes (PNC, FARDC) tracassent les civils sur les voies de ravitaillement.

La cohésion entre les groupes des Wazalendo alliés aux FARDC⁶ dans la traque des troupes de l'AFC/M23 se détériore et se fragilise par des attaques et de contre-attaques, et la population en paie le prix. Dans ce contexte somptueux, les organisations humanitaires, ne cessent de hausser le ton pour appeler les acteurs à veiller sur le respect des droits humains.

Le **Forum de Paix**, n'a cessé d'alimenter des batteries pour suivre de près la situation de protection dans différentes zones, dont Beni et Lubero où il a su implanter une surveillance à base communautaire à travers les comités locaux de protection. Ce rapport se focalise sur les données vérifiées par différents canaux. Il présente une description statistique des incidents de sécurité et présente les facteurs supposés imminents avant d'en produire des actions en terme des propositions aux autorités compétentes.

2. Objectif du rapport

Démontrer un aperçu global de la situation sécuritaire et de droit de l'homme sur l'étendue des provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu en général, et de la zone couverte par le réseau **Forum de Paix** en particulier, afin de susciter des actions positives des autorités compétentes sur la

⁵ <https://www.radiookapi.net/2025/05/10/actualite/securite/>
https://www.radiookapi.net/2025/02/01/actualite/securite/une-vingtaine-de-personnes-massacrees-par-les-adf-irumu?utm_source=chatgpt.com&lubero-une-trentaine-de-civils-tues-dans-trois-attaques-des-adf-bapere?utm_source=chatgpt.com

⁶

protection des civils. Via le contexte global, montrer le niveau d'engagement des outils de sécurité et proposer des mécanismes de renforcement de la protection suffisante des civils.

3. Méthodologie

Pour obtenir les données contenues dans le présent rapport, le **Forum de Paix** a procédé par la collecte et la documentation des données sur le terrain de la manière ci-après :

- ❖ Recueil d'informations sur les incidents.
- ❖ Enquêtes sur les lieux des incidents.
- ❖ Établissement d'un tableau synthétique des incidents (types, nombre, victimes, décès).
- ❖ Identification des auteurs présumés (ADF, bandits, groupes armés, etc.).
- ❖ Détermination des zones géographiques les plus touchées.
- ❖ Contact avec d'autres acteurs de protection
- ❖ Revue documentaire.

4. Analyse des Incidents

Dans cette analyse, il s'agit de fournir une description des incidents documentés au cours du mois de Juillet dans différents axes par nos équipes d'enquête, en expliquant la typologie d'incidents, le nombre de victime stratifiées selon la zone géographique, les auteurs de l'incident, le niveau de réponse et les facteurs qui concourent à la fragilité de la protection des civils et propose des actions supposées correctives.

a. Analyse synthèse des tableaux d'incidents

Types d'incidents	Nbr Incident	Nb. Victimes	Vict: H	Vict: F	Vict: adulte	Vict: enfant
Arrestation arbitraire	4	19	19	0	19	0
Assassinat	4	4	0	4	4	0
Découverte de corps sans vie	6	6	3	3	3	3
Embuscade	1	1	1	0	1	0
Enlèvement	2	8	7	1	8	0
Incendie de maison	3	15	14	1	15	0
Justice populaire	2	3	3	0	3	0
Kidnapping	3	5	5	0	1	4
Marche pacifique	1	55	30	25	55	0
Meurtre	2	2	2	0	2	0
Mouvement suspect	1	0	0	0	0	0
Tentative de meurtre	3	4	3	1	2	2
Torture physique	1	1	0	1	1	0
Tracasserie militaire	6	16	16	0	14	2
Viol	4	4	0	4	1	3
Vol	3	4	4	0	4	0
Vol à mains armées	3	5	5	0	5	0
Total général	49	152	112	40	138	14

Commentaire : Ce tableau répertorie 49 cas d'incidents de différentes natures qui ont affecté 152 victimes parmi lesquels 73 % environ, soit 112 victimes, sont des hommes et 26,1% soit 40 sont des femmes. 138 soit 90 % des victimes sont des adultes, tandis que 15 victimes soit 9% sont des enfants.

Il retrace le climat d'insécurité marqué surtout par des atteintes aux libertés (arrestations arbitraires, tracasseries) et des violences ciblées sur les adultes hommes.

b. Analyse de cas de mort par incidents

Types incidents	Nbr incidents	Nbre de Morts	Morts: H	Morts: F	Morts: adulte	Morts: enfants
Arrestation arbitraire	4	0	0	0	0	0
Assassinat	4	4	0	4	4	0
Découverte de corps sans vie	6	6	3	3	3	3
Embuscade	1	0	0	0	0	0
Enlèvement	2	0	0	0	0	0
Incendie de maison	3	0	0	0	0	0
Justice populaire	2	1	1	0	1	0
Kidnapping	3	0	0	0	0	0
Marche pacifique	1	0	0	0	0	0
Meurtre	2	2	2	0	2	0
Mouvement suspect	1	0	0	0	0	0
Tentative de meurtre	3	0	0	0	0	0
Torture physique	1	0	0	0	0	0
Tracasserie militaire	6	0	0	0	0	0
Viol	4	0	0	0	0	0
Vol	3	0	0	0	0	0
Vol à mains armées	3	0	0	0	0	0
Total général	49	13	6	7	10	3

Commentaire :

Le tableau présente le nombre d'incidents obtenu avec leur niveau de létalité, tout en les désagrégeant selon le sexe et l'âge. Ici par contre, sur 13 victimes, les hommes et les femmes sont touchés à des niveaux différents. Sauf, les adultes représentent un nombre élevé (10) que les enfants (3).

c. Analyse de cas d'incidents par zone géographique

Étiquettes de lignes	Nbr incidents	Nb. Victimes	Vict: H	Vict: F	Vict: adulte	Vict: enfant	Nbr Morts	Morts: adulte	Morts: enfants
BATANGI MBAU	1	1	1	0	1	0	1	1	0
Commune de Beu	7	8	8	0	6	2	0	0	0
Commune de Mangina	2	2	0	2	0	2	0	0	0
Commune Mulekera	2	2	2	0	2	0	1	1	0
Groupement	1	1	0	1	1	0	1	1	0
Groupement Bandulu	1	7	6	1	7	0	0	0	0
Groupement Basongora	4	5	3	2	4	1	3	2	1
Groupement Baswagha Madiwe	10	19	16	3	17	2	2	0	2
Groupement Batangi Mbau	3	3	1	2	2	1	0	0	0
Groupement Bukenye	1	1	1	0	1	0	1	1	0

Groupelement Isale Bulambo	5	79	54	25	77	2	0	0	0
Groupelement Isale Kasongwere	6	7	3	4	7	0	4	4	0
Groupelement Isale Vuhovi	3	12	12	0	12	0	0	0	0
Groupelement Musindi	2	4	4	0	0	4	0	0	0
Groupelement Ndalya	1	1	1	0	1	0	0	0	0
Total général	49	152	112	40	138	14	13	10	3

Commentaire :

Le tableau localise les cas d'incidents documentés au mois de Juillet 2025, en précisant le nombre de victimes stratifiés en genre et en âge, et indique le nombre de morts obtenus par axe géographique. Ainsi, ressort-il que la grande majorité des victimes (plus de la moitié de victimes), sont enregistrées dans le Groupelement Isale-Bulambo, suivi du Groupelement Baswagha-Madiwe et du Groupelement Isale-Vuhovi. Le tableau montre une proportion de mort plus élevée du côté hommes et enfants, surtout dans les groupements *Baswagha-Madiwe*, *Basongora* et *Baswagha Madiwe*.

d. Analyse de cas d'incidents par présumés auteurs

Types incidents	Nbr. Incident	Nb. Victimes	Vict: adulte	Vict: enfant	Nbre de Morts	Morts: adulte	Morts: enfants
ADF	2	8	8	0	0	0	0
Bandits à mains armées	9	13	9	4	2	2	0
Civils	9	64	61	3	4	3	1
Groupes armés	1	2	2	0	0	0	0
ICCN	1	13	13	0	0	0	0
Inconnus	10	11	7	4	3	2	1
Militaire Farde	9	17	17	0	3	3	0
PNC	2	8	8	0	0	0	0
Wazalendu	5	15	13	2	0	0	0
Catastrophe naturelle	1	1	0	1	1	0	1
Total général	49	152	138	14	13	10	3

Commentaire :

Les incidents attribués à des **acteurs inconnus** sont peu fréquents mais très meurtriers. Les **civils** comme auteurs d'incidents, génèrent un très grand nombre de victimes (64), souvent non mortelles, ce qui peut refléter des violences communautaires ou interpersonnelles, d'une part et d'autre part, ça reflète une révolte populaire contre le mal qui ronge l'ambiance de la vie habituelle. C'est par exemple le conflit manifeste entre l'ICCN et la population riveraine du Parc National des Virunga dans la chefferie des Bashu. Les forces régulières (**FARDC** et **PNC**) apparaissent aussi

dans la liste, ce qui pose un problème de protection civile. La présence d'un cas de **catastrophe naturelle** montre que tous les risques ne sont pas liés à la violence armée, plutôt à un phénomène naturel que personne ne pouvait empêcher.

e. Analyse de quelques actions CLP et les réponses des autorités

Types d'incidents	Nbr. incidents	Nbr. Action Menée	Nbre Réponses des Autorités
Arrestation arbitraire	4	4	4
Assassinat	4	4	4
Découverte de corps sans vie	6	5	5
Embuscade	1		
Enlèvement	2	1	1
Incendie de maison	3	3	3
Justice populaire	2	1	1
Kidnapping	3	3	3
Marche pacifique	1	1	1
Meurtre	2	2	2
Mouvement suspect	1	1	1
Tentative de meurtre	3	3	3
Torture physique	1		
Tracasserie militaire	6	4	4
Viol	4	4	4
Vol	3	2	2
Vol à mains armées	3	3	3
Total général	49	41	41

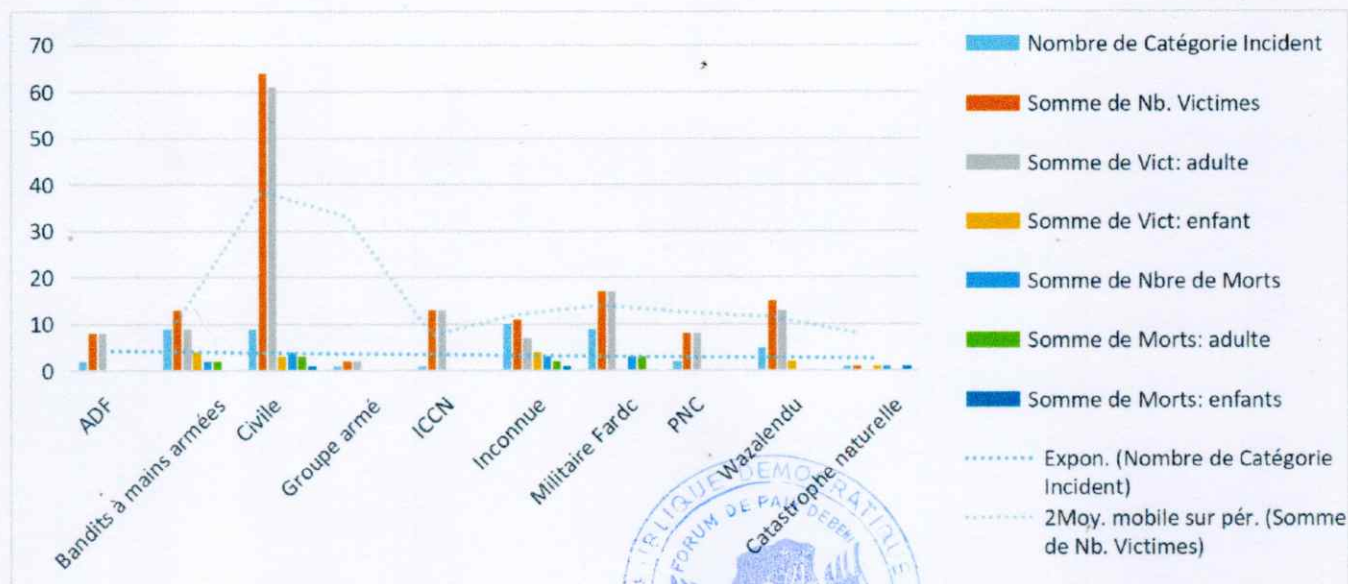
Commentaires :

Le tableau présente le niveau des actions menées par les comités locaux de protection auprès des autorités locales, afin de renforcer la protection des civils. Cependant quelques incidents n'ont pas directement été suivis des actions, faute d'une part de l'insuffisance d'informations sur l'incident, et de l'autre de l'accès limité dans les zones touchées.

Sur 49 incidents documentés, 41 incidents ont été suivis des actions des comités locaux de protection, c'est du genre, partage des alertes avec les autorités locales via les outils de communication comme les sms (Short message sent) téléphones et autres.

Plusieurs réponses obtenues de la part des autorités n'ont pas été du genre à empêcher la commission des incidents dans plusieurs zones. Ce qui explique le besoin de renforcer le niveau de collaboration entre les membres de la communauté et les autorités établies, afin de faire face ou réduire le taux d'incidents en lien avec le système sécuritaire dans la zone.

f. Analyse des facteurs en lien avec la situation sécuritaire du mois de Juillet



L'histogramme met en emphase les cas d'incidents commis par les civils avec un impact considérable sur la vie des citoyens ordinaires. Différemment des autres acteurs comme les ADF, les bandits à mains armées, les inconnues, les Wazalendu, les Fardc et la Police Nationale congolaise.

Cela explique que les violences contre les communautés sont élevées. D'où il faut une certaine implication globale de tout le monde pour des réponses réfléchies à la taille du niveau des incidents.

Voici quelques facteurs qui peuvent expliquer ce phénomène.

- Il y a une faible coordination de la gestion des alertes communautaires dans le paysage des acteurs de sécurité. Cela affecte le niveau de réponse adéquates aux incidents, entraînant ainsi une menace de la protection des civils.
- Tendance de monnayer les cas de violence sexuelle sur mineure ou sur adulte par soit les familles, soit certains auteurs et auxiliaires de la justice. Ce qui entraîne un faible niveau de confiance à leur prestation. Moins de cas sont transférés et les auteurs restent impunis.
- La région de Beni et Lubero est affectée par les effets de la guerre contre l'AFC/M23 et l'ADF. D'où les populations sont exposées à plusieurs réalités éventuelles. Ainsi, peut-elle se laisser infiltrer par les supplétifs de ces groupes armés qui commettent plusieurs incidents violant le droit de l'homme et se camoufler. Les tableaux d'incidents ci-dessus, montre à quel niveau les hommes sont les plus touchés.
- Des armes légères non contrôlées circulent dans la région, en dépit de la présence de plusieurs opérations militaires et avec le phénomène Wazalendu ; cela est l'indice remarquable qui démontre que le banditisme à main armée soit documenté en grand nombre dans différentes zones géographiques.
- La sur-militarisation de la zone est non négligeable

- f. Le conflit de limite entre le Parc National de Virunga dans la chefferie des Bashu est un facteur clé qui alimente l'insécurité dans la zone. Il nécessite une bonne prise en charge et une réponse adaptée qui soulage les deux parties en conflits.

5. Difficultés rencontrées

Pendant la réalisation de ce travail de monitoring, quelques difficultés majeures ont empêché que ce rapport soit produit en temps. Certaines sont liées à la précision sur les vraies identités des auteurs d'incidents (vous trouvez la mention Inconnue dans la colonne des auteurs), ainsi que celles de certaines victimes ; l'accès aux zones de conflit armé où les populations se sont déplacées ; aux moyens logistiques qui limitent notre présence partout où les incidents sont évidents ; à la perturbation de la connexion internet et réseau de communication.

Les données produites sont limitées par l'étendue couverte par le réseau CLP qui observe seulement ce qui se passe autour d'eux et là qu'ils ont la possibilité de se déplacer pour une documentation éclairée. La quantité de réponses fournies par les autorités locales à quelques alertes leur transmises, n'ont pas été analysées sur le plan de l'efficacité ou pertinence de la réponse. Ces défis n'ont pas permis d'intégrer des données sur les perceptions des communautés locales dans les zones touchées concernant par les opérations militaires et les dynamiques de conflit pour mieux comprendre leurs besoins et leurs préoccupations.

Notre absence dans les zones sous contrôle des AFC/M23 fait que nous ayons une faible documentation des abus et violations des droits de l'homme dans ces espaces. Le cas illustré dans ce rapport, est exceptionnel.

6. Recommandations :

En se basant sur les données ci-dessus, le **Forum de Paix** sollicite les actions concrètes et concertées de la part des acteurs de protection et de sécurité, chacun en ce qui le concerne, en vue de créer un environnement plus protecteur pour les populations civiles affectées. Elles sont formulées de la manière suivante :

1. Au Gouverneur de Province du Nord-Kivu et au Commandant des opérations Sokola 1, secteur opérationnel Grand Nord-Kivu de :

- Mettre en place une plate-forme de coordination formelle et régulière (réunions hebdomadaires ou mensuelles) entre les forces de sécurité et les comités locaux (CLP, CLPD, CAC, CPDQ) pour le partage d'informations.
- Développer un système d'alerte rapide standardisé et accessible, par exemple via SMS ou des groupes de messagerie sécurisés, pour faciliter la remontée d'informations en temps réel.

- Établir des protocoles clairs pour la réponse aux alertes, précisant les rôles et les responsabilités de chaque acteur pour éviter les retards.

2. Aux Chefs des Parquets (près le Tribunal de Paix et près le Tribunal de Grande Instance de Beni) de :

- Mener des enquêtes internes et externes, pour identifier et sanctionner les personnes impliquées dans des actes de corruption et de traitements à l'amiable des dossiers sur les violences sexuelles.
- Renforcer les capacités des auxiliaires de la justice en matière de lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) et de respect de l'éthique et déontologie professionnelle.

3. Aux organisations de la société civile, branche « défense des droits de l'homme et bonne gouvernance » de :

- Sensibiliser les communautés sur leurs droits et les procédures légales pour signaler les cas de corruption, en garantissant leur protection. C'est pour lutter contre l'ignorance qui offre un pont pour cette anti-valeur.
- Former les moniteurs sur les techniques de documentation sécurisées et fiables, y compris la collecte d'informations dans des zones (domaines) sensibles.

4. Au Commandant Ville (FARDC); au Commissaire Supérieur de la PNC Urbaine, État-major de Beni et au Commandant de District PNC, Territoire de Beni de :

- Mettre en place des points de contrôle permanents et des patrouilles plus fréquentes dans les zones à haut risque.
- Lancer les opérations permanentes de bouclage dans les quartiers, afin de dénicher les caches d'armes.

5. Au PDDRCS, au département de la protection des civils de la Monusco et le Gouvernement Provincial du Nord-Kivu de, d' :

- Intensifier les opérations de désarmement et de récupération des armes illégales, y compris celles détenues par les milices Wazalendo non alliés aux FARDC
- Lancer des programmes de sensibilisation communautaire pour inciter les civils à remettre volontairement les armes, en offrant des incitations appropriées

7. Conclusion

La situation sécuritaire à Beni et Lubero en juillet 2025 révèle une réalité complexe et paradoxale. Malgré les avancées diplomatiques notables sur la scène internationale, la violence sur le terrain persiste, menaçant la vie des civils. Ce rapport met en lumière l'échec des efforts de paix à

se traduire par un apaisement effectif, confrontant les espoirs des populations locales à une insécurité quotidienne alimentée par une multitude d'acteurs.

L'analyse des incidents est particulièrement révélatrice, car elle souligne une prévalence des actes de violence commis par les civils eux-mêmes. Cela témoigne d'une crise de confiance et d'une militarisation de la vie communautaire, où les tensions locales, exacerbées par des facteurs comme le conflit avec le Parc National des Virunga, dégénèrent en violences. Cette dynamique interne, distincte des actions des groupes armés traditionnels, a un impact considérable sur la protection des citoyens ordinaires et révèle une problématique profonde.

En outre, les difficultés rencontrées dans le monitoring mettent en exergue les lacunes de l'écosystème de protection. L'accès limité aux zones de conflit, le manque de moyens logistiques et la qualité hétérogène des réponses des autorités locales, affaiblissent le suivi et la prise en charge des incidents. Ce constat souligne l'urgence de renforcer la collaboration et la capacité opérationnelle des acteurs sur le terrain pour garantir une protection plus efficace.

En conclusion, la résolution de la crise sécuritaire ne peut se faire sans une approche globale et concertée. Les recommandations formulées visent à impliquer tous les acteurs des forces de sécurité, de la justice, en passant par le gouvernement et la société civile, pour une réponse adaptée.



Fait à Beni, le 18 Août 2025

Pour le Forum de Paix

La coordination